

## Encore une triste nouvelle à Malikié!

Dimanche dernier au soir, nous avons appris le rappel à Dieu de notre bien-aimé père, le père de l'infographie du journal. Ce génie qui fait des miracles pour vous servir. En cette douloureuse circonstance, toute l'équipe de la rédaction prie pour le repos éternel de l'illustre disparu et que la terre lui soit légère.

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 14 JUILLET 2021

# 892

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Organe unique de  
gestion des élections**

**Quand la transparence fait peur  
à certains acteurs politiques**

**D**es adeptes de la fraude et du vol organisé lors des élections, qui ont pillé ce pays et réduit le peuple à la misère pendant des décennies, sont aujourd'hui opposés à la création d'un organe unique de gestion des élections. Ils veulent garder leurs privilèges et leur pouvoir par un système qu'ils ont mis en place il y a 30 ans : la fraude électorale à large échelle. ...



**Accord pour la paix et la réconciliation (APR) :**  
Les membres du CNT s'approprient le contenu



**Adama Dramé ... :** «Papa Mambi et moi avons été entendus à Paris... Les Toubabs en savent plus que nous... »



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**13** juillet  
2021

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**743**

Nouveaux cas confirmés

**10**

Nouveaux guéris

**250**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

**12** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**01** cas graves en soins intensifs  
**29** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**14 486**

**Guéris**

**10 655**

**Décès**

**528**

dont 104 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

## AVIS DE PERTE

Nous avons le regret de vous annoncer la perte du titre de notre concession au nom de Kawe dit Abdoulaye MARIKO sise à Banankabougou.  
Nous demandons à celui ou celle l'ayant aperçu de nous le faire parvenir aux numéros 75 01 20 39 / 78 35 24 79

P.11



P.20



P.22



### / Une /

Organe unique de gestion des élections : Quand la transparence fait peur à certains acteurs politiques

P.4

### / Brèves /

Ibrahim Touré, oncle paternel de Birama : «Nous demandons pardon à la Presse malienne» /  
Ce qui s'est passé  
Tombouctou : Une mission conjointe de la MINUSMA à Ber  
Transition : Soutien assuré de la communauté soufi du Mali  
Regard : La transition, la justice et les affaires délicates : un cocktail explosif à l'horizon  
Coopération Mali-Niger : Le ministre Abdoulaye Diop recadre Mohamed Bazoum  
Présidentielle 2022 : La ruche en quête d'une alliance ?

P.9

P.9

P.10

P.10

P.11

P.11

### / Actualité /

Adama Dramé Dirpub «Le Sphinx» à propos du mandat d'arrêt contre Karim KEÏTA : «Papa Mambi et moi avons été entendus à Paris... Les Toubabs en savent plus que nous... »  
Mosquées et Eglises : Prière collective pour la paix au Mali  
Régions du Centre : La MINUSMA explique à la société civile son nouveau mandat et le Programme de réduction de la violence communautaire

P.13

P.16

P.17

### / Politique /

2ème Assemblée plénière du CIP G5-Sahel : Malick Diaw rend hommage à feu Idriss Deby  
Tentative de hold-up sur l'URD : Boubou Cissé, le diabolin de la discorde démasqué  
Espace National des Jeunes Leaders sur orbite : ENJL se pose en esprit critique et en acteur de changement  
Accord pour la paix et la réconciliation (APR) : Les membres du CNT s'approprient le contenu

P.19

P.20

P.21

P.22

### / Culture & société /

Société : Quand l'alcool empoisonne l'avenir de la jeunesse

P.23

### / International /

Covid-19 : Emmanuel Macron serre la vis sur la vaccination pour ne pas hypothéquer la relance  
Incarcération de Jacob Zuma : Face aux violences, Ramaphosa appelle au calme et mobilise l'armée

P.25

P.26

### / Sport /

Tour du fleuve Sénégal : Le sacre historique du Mali

P.27

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Dïala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



## Organe unique de gestion des élections

### Quand la transparence fait peur à certains acteurs politiques

**Des adeptes de la fraude et du vol organisé lors des élections, qui ont pillé ce pays et réduit le peuple à la misère pendant des décennies, sont aujourd'hui opposés à la création d'un organe unique de gestion des élections. Ils veulent garder leurs privilèges et leur pouvoir par un système qu'ils ont mis en place il y a 30 ans : la fraude électorale à large échelle.**

Il est connu que certains politiques maliens savent souvent faire preuve de contradiction, au point d'aller quelquefois jusqu'à renier leurs propres propos. La question de l'organe unique de gestion des élections n'est pas nouvelle au Mali, on en parle depuis des décennies. Aujourd'hui que l'occasion se présente pour qu'on y aille, voilà des gars qui sortent de nulle part, vomissent sur leurs convictions politiques, pour dire qu'ils ne sont pas d'accord, en dépit du fait que le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga ait clairement fait savoir que la décision politique était prise : un organe indépendant va organiser les élections !

A croire que tout serait une question de personne dans ce pays... La manie égocentrique de certains acteurs politiques maliens qui veut que « sans moi, le déluge » doit s'arrêter, à défaut, ce serait aux Maliens de se lever pour les arrêter dans leur boulimie destructrice du Mali ! Cela est d'autant plus vrai que seuls les adeptes de la fraude et du vol organisé lors des élections, qui ont pillé ce pays et réduit le peuple à la misère pendant des décennies, sont aujourd'hui opposés à la création d'un organe unique de gestion des élections ! Les arguments selon lesquels le temps nous ferait défaut ne sont que de simples prétextes pour ne pas aller vers des élections plus trans-

parentes et crédibles qui n'arrangent pas ceux qui n'ont plus de crédibilité auprès des Maliens. Ces derniers ne sont plus dupes, et tenter de créer de la confusion dans leur tête pour dire qu'il y a une contradiction sur la question au sein même du gouvernement ne peut prospérer. Heureusement que le Premier ministre a été on ne peut plus clair sur ce point : « Il ne saurait y avoir de fissure dans le gouvernement dès les premiers jours où j'ai affirmé clairement qu'il y aura l'organe unique » ! Par ces mots, Dr Choguel Kokalla Maïga clarifie du coup une situation que d'aucuns n'hésitaient pas à qualifier de « contradiction au sommet de l'État » ou de « fissure dans le



gouvernement », à la suite de l'organisation récente par le ministère de l'Administration Territoriale d'un atelier sur la mise en place de l'organe unique de gestion des élections. Pour le chef du gouvernement, il ne faut pas que la « classe politique vienne polémique » autour d'une initiative du ministre de l'Administration Territoriale, qui est en fait dans son rôle. Pour le Premier ministre, la mise en place de l'organe unique « nous mettra à l'abri de beaucoup de surprises ». En effet, ne sommes-nous pas en plein dans les séquelles de la

crise postélectorale de 2020 ?

Pour le PM, la question sur la pertinence de la mise en place d'un organe unique de gestion des élections ne se pose même pas, car il s'agit de mettre en place un système transparent pour que le peuple soit maître de son destin en choisissant la personne à qui il fait confiance. Convaincu que l'écrasante majorité des Maliens adhère au processus de changement, Choguel propose donc aux forces du changement de prendre une direction résolue et déterminée en mettant fin aux hésitations,

l'objectif de la Transition étant de refonder le Mali.

Aux adeptes de la fraude et du vol organisé de le retenir : « Il n'y a aucune malice, tout ce que nous faisons, c'est pour faire en sorte qu'à la fin de la Transition, on puisse poser les bases de la refondation ». Qu'ils sortent donc des spéculations et autres manipulations pour se mettre au travail, les élections pointent déjà à l'horizon !

■ Yama DIALLO



## Ammy Baba Cisse



Comment la justice va juger le dossier des tueries et des casses perpétrés les 10, 11 et 12 Juillet 2020? Malickétait où ce jour?

« L'accord n'est pas bon, il n'est pas bon, il n'est pas bon. » Kaou Djim

« Barkhane est là pour l'intérêt de la France, il faut qu'on se dise la vérité. » Issa Kaou Djim

## NIANG TV



" Certains ont dit ici, au CNT, que notre AZA-WAD est une cuvette, certes, mais est ce que vous qui êtes le Mali vous n'êtes pas un hippopotame en dessus de nous ?

Moi je suis Iknan AG Souleymane, un rebelle, j'ai participé à la quasi totalité des précédentes rebellions armées et en tant qu'acteur. Je suis ici au CNT pour le compte de notre mouvement CMA et pour représenter le MNLA. Alors, soit vous appliquez l'accord d'Alger, ou à défaut, préparer vous pour la guerre. Il y'a le terrain de bataille, allez-y.

Pour ce qui concerne le désarmement de nos combattants, il faut d'abord appliquer l'accord. Soit l'accord, soit la guerre "

Ces propos ont été tenus par Iknan\_Ag\_Souleyame, membre du CNT, sous les applaudissements du Colonel Malick Diaw et ses collègues.



Bamako le 9 juillet 2021. Siège du Parti.

Toujours dans le cadre des rencontres qu'il a initié avec la base, le Président du parti, Soumeylou Boubèye Maïga a rencontré le vendredi 9 juillet 2021 au siège, les responsables des Sections I, II, III et IV du District de Bamako, membres du Bureau Politique National.

Cette rencontre vient après celle du 8 qui a concerné les Sections V et VI du District de Bamako.

Lors des deux rencontres, le Président a salué les responsables en

question pour leur disponibilité et leur engagement et les a encouragé à continuer et à persévérer ainsi.

Il a insisté sur la proximité et a ainsi engagé les responsables à être proches des populations en étant à leur écoute et à leur côté.

Il a enfin mis l'accent sur la tenue régulière des réunions.

Le Secrétariat à la Communication



## Bamako Niarela



La plus grande imposture de l'histoire politique a été sans contestation possible l'entrée par effraction de l'ancien Premier ministre d'Ibrahim Bou-bacar Kéita à l'URD à travers la porte dérobée de la section de Djenné. C'était le samedi, 26 juin dernier. Depuis, la paisible chapelle politique fondée par feu Soumaila Cissé est ébranlée par des luttes de jactance.



## RFI Afrique



Trois semaines après son retour en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, rencontrera ce samedi

10 juillet Henri Konan Bédié, dans sa résidence de

Daoukro. Les deux leaders de l'opposition ivoirienne et anciens présidents de la République entendent donner un nouvel élan au processus de réconciliation nationale, alors que leurs partis respectifs se sont combattus pendant la crise de 2010-2011. Mais plus qu'une simple rencontre de sympathie, cette visite, pourrait poser les bases d'une alliance consolidée entre le FPI et le PDCI, en vue des prochaines élections locales, en 2023, et de la présidentielle de 2025.



La République démocratique du Congo va-t-elle réussir à décrocher le programme de financement du Fonds monétaire international de 1,5 milliard de dollars pour lequel un accord préliminaire a été signé en mai dernier ? L'enjeu est de taille, car ce programme pourrait ouvrir la voie à d'autres financements. Mais la signature est assortie de conditions, et alors que la réunion du conseil d'administration du FMI est imminente, des détails coïncident encore.



## ■ Mme Sidibé Dedeou Ousmane



Ce lundi 12 juillet 2021, avec le Pr Amadou Keita, mon collègue de l'Enseignement Supérieur, nous avons trouvé un terrain d'entente avec le SG du bureau de l'AEEM, M. Siriman Niaré concernant leurs revendications ayant conduit à un mot d'ordre de grève du 12 au 14 juillet. Nous avons donc pris l'engagement de nous investir afin de satisfaire les différents points de revendications. Au vu de la bonne foi affichée par les différentes parties, le mot d'ordre de grève du 12 au 14 juillet a été suspendu à la satisfaction de tous. C'est l'occasion pour moi de remercier tous les acteurs qui sont intervenus pour le dénouement heureux de la situation et exhorter les

uns et les autres au travail afin d'assurer à nos enfants, une fin d'année scolaire apaisée.

## ■ Relai TV



Le CEMGA au chevet des malades

Le Chef d'état-major Général des Armées, le Général Oumar Diarra a rendu visite, le lundi 12 juillet 2021, aux blessés de guerre à la Polyclinique des armées à Kati. L'objectif était de s'imprégner de leur état de santé, leur prise en charge et de leur apporter le soutien des plus hautes autorités du pays.



## ■ Le Résumé



Forces Armées Maliennes

Douanes : fin de formation militaire des agents

La formation militaire de base du contingent 2021 des agents des Douanes maliennes a pris fin dans la cour de l'ex-Service National des Jeunes à Djicoroni-Para. La cérémonie de remise des attestations s'est déroulée, le mardi 13 juillet 2021, sous la coprésidence du directeur adjoint des Ecoles militaires, le Colonel Moussa Yoro Kanté et du directeur général des Douanes maliennes, l'Inspecteur général Mahamet Doucara. Elle a aussi enregistré la présence de plusieurs responsables militaires.



## Mamadou Ismaila KONATE



Ce qui arrive au Pdt B. N'DAW et au pm M. OUANE est une voie de fait. Leurs droits et libertés sont niés, anéantis et bafoués. À leurs demandes, j'ai accepté d'être leur avocat pour agir, pour le droit contre l'injuste. Je prends immédiatement l'attache des autorités maliennes.



## Wassim Nasr



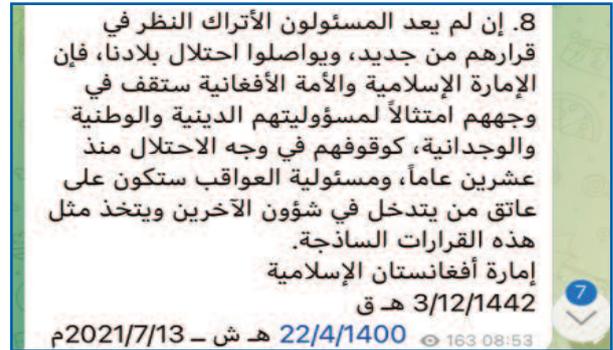
#Égypte photos de combats de l'EI « des deux derniers mois à #Rafah » on remarque la façade maritime, qui n'est pas d'une grande utilité, et la capacité d'observation des jihadistes



Replying to @SimNasr  
#Égypte photos de combats de l'EI « des deux derniers mois à #Rafah » on remarque l'observation puis le face à face avec un char M60, et les jihadistes lors de transport posé d'IED



#Mozambique après un long silence l'EI revendique la capture d'un véhicule blindé à proximité de #MocimboaDaPraia et un affrontement dans la région de #Mudumbi #CaboDelgado.



#Afghanistan les #Taliban appellent la #Turquie à la raison avec une longue élaboration de 8 points & qualifie le maintien de troupes d'Ankara de décision naïve [à l'aéroport de #Kaboul] d'occupation & affirment être prêts à la confrontation comme face à l'occupation 20ans durant



## Mohamed Ould Mahmoud



Le prix du #ciment sur le marché doit être stable et de manière durable. Je suis à #Dakar au #Sénégal pour discuter avec Mme Aminata Assome DIATTA, ministre du commerce du #Sénégal afin d'approvisionner convenablement le marché malien en ciment.



**Ibrahim Touré, oncle paternel de Birama : «Nous demandons pardon à la Presse malienne» / Ce qui s'est passé**



«Ce qui est arrivé le samedi 17 juillet dans le vestibule Touré est regrettable. Nous ne l'avions pas souhaité. Au nom du Patriarche et de toute la Famille Touré, Niaré, Dravé et Tawaty, nous présentons nos excuses aux Journalistes maliens. Une personne a tenu des propos qui ne nous engagent pas. Nous comptons et restons à la disposition des Journalistes Maliens et étrangers. Qu'ils nous aident à retrouver BIRAMA. Une fois de plus, au nom du Patriarche, nous présentons toutes nos excuses à la presse malienne et étrangère».

Les propos sont d'Ibrahim Touré dit «Lobilo», frère du Patriarche et Oncle paternel de Birama Touré, le confrère porté disparu. Mais que s'est-il passé, ce jour-ci et justifiant les excuses de la Famille Touré ?

Lors des échanges au cours de la réunion qui se tenait ce samedi 17 Juillet à la demande des Journalistes en l'occurrence de l'Association contre les violences faites aux Journalistes (le MPV) sous l'égide de YALKOUÉ, un membre de la Famille a invité les journalistes à se retirer et revenir le jour où ils auront du nouveau dans l'affaire. Il a plusieurs fois insisté comme si le mandat d'arrêt émis par un juge contre Karim Keïta n'était pas un «fait nouveau» dans l'affaire Birama Touré. Bizarre! La présence des confrères le gênait manifestement et il tentait en ce moment d'écourter le débat qui venait pourtant juste de commencer. La frustration des journalistes présents était grande. Leur colère aussi. Les échanges prirent alors subitement fin.

Les Aînés présents ne voulaient manifestement pas polémique. Mais le départ des Journalistes n'était pas leur avis et ils (les aînés) ont tenu à le faire savoir sur place. Ils ont en outre tenu à présenter des excuses à la presse. Ceci explique cela.

En clair, les propos du jeune intervenant ne les engagent pas. Ils sont et demeurent avec les journalistes dans l'affaire Birama. Point ! Il paraît qu'à quelque chose, malheur est bon ! Le jeune intervenant serait-il de la tendance, dans la famille Touré, de ceux-là qui cherchent à faire classer l'affaire ? Mais pourquoi donc ?

Fort heureusement, la tendance générale souhaite la vérité, rien que la vérité, toute la vérité !

B.S. Diarra / Source : la Sentinelle

**Tombouctou : Une mission conjointe de la MINUSMA à Ber**



Le 07 juillet dernier, le bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou a effectué une mission conjointe conduite par le Chef de la Coordination civilo-militaire (CIMIC) à Ber, localité située à 60 km à l'ouest de Tombouctou. Elle vise à rassurer les communautés de l'accompagnement de la MINUSMA conformément à son mandat, pour contribuer à restaurer la paix et la sécurité mais aussi, dans la mesure du possible, soulager les souffrances des populations les plus vulnérables.

La délégation de la MINUSMA était composée des représentants de la Coopération Civilo-militaire (CIMIC), des divisions des Affaires civiles, de la Communication et de la section Stabilisation et Relèvement, ainsi que des éléments du Contingent ghanéen d'ingénierie de la Force. Les membres de la délégation se sont entretenus avec le Maire, le chef de village, le représentant des jeunes, des notables ainsi que des représentants de la CMA. La rencontre s'est déroulée dans les locaux de l'école publique de ladite localité. Au cours des discussions, ces représentants des communautés ont notifié au personnel onusien les préoccupations urgentes des populations.

Le Lieutenant-colonel Istafa JAFERY, Chef CIMIC, a rassuré ses interlocuteurs de l'accompagnement de la MINUSMA en faveur de la paix ainsi que le désir d'aider à surmonter les problèmes de pénurie d'eau, de manque d'éducation, de soins de santé inadéquats et de la relance des activités pour les jeunes et les femmes. Il a par ailleurs encouragé les uns et les autres à coopérer avec le personnel de l'ONU, notamment les militaires basés à Ber, pour leur permettre d'accomplir leur mission de protection des civils. « Votre coopération et collaboration sont essentielles pour l'exécution de notre mission mais aussi de nos activités à l'endroit des populations civiles, » a-t-il conclu.

Avant de boucler le périple, les missionnaires ont visité les sites abritant l'école franco-arabe et le terrain de sport pour une évaluation d'expertise. Cette mission a été effectuée dans le cadre de l'« Opération Wachman » tenue par le secteur Ouest de la Force de la MINUSMA, du 26 juin au 08 juillet, dans la zone Est de Ber. Conduite par une compagnie du contingent Burkinabé, cette vaste opération a permis d'établir des bases temporaires opérationnelles et des patrouilles pour assurer la présence de la force onusienne et dissuader les activités des Groupes Armés Terroristes dans cette zone.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

## Transition : Soutien assuré de la communauté soufi du Mali



**D**ans le cadre de la série de visites de courtoisie qu'il a entamées dès son arrivée à la tête du gouvernement, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, s'est rendu, ce lundi, au domicile de Cheick Soufi Bilal, guide spirituel de la communauté musulmane des Soufis du Mali, sis à Sénou.

Le Chef du Gouvernement était venu solliciter les bénédictions et l'accompagnement de la communauté Soufi pour la réussite de la Transition.

Sur place, le visiteur de marque a été accueilli par Cheick Soufi Bilal Diallo, non moins 2<sup>e</sup> Vice-président du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), en présence d'une foule de disciples. La rencontre a également enregistré la présence des représentants de la Plateforme des habitants de la zone dite aéroportuaire, des autorités coutumières des quartiers de Sénou, Faladiè et de Sirakoro. Face à ses hôtes, le Premier ministre a, de prime abord, remercié Cheick Soufi Bilal pour tous les actes posés dans le cadre du combat pour le changement mené par le Mouvement du 05 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP).

Le visiteur du jour a exposé les priorités de la Transition qui s'articulent autour de trois piliers essentiels : l'amélioration de la sécurité sur le territoire national, les réformes politiques et institutionnelles et l'apaisement du climat social. Pour relever ces défis, le Premier ministre est à l'écoute des forces vives, conformément à la volonté d'inclusivité instruite par le Chef de l'État, colonel Assimi Goïta. Occasion pour Dr Choguel Kokalla Maïga de réitérer la volonté politique affichée des autorités de la Transition pour la mise en place d'un organe unique de gestion des élections. Le chef du gouvernement a également rassuré ses interlocuteurs sur le respect du délai imparti pour la fin de la Transition, avant d'indiquer la nécessité d'organiser des Assises nationales de la refondation (ANR) pour faire face à la grogne sociale et poser les jalons d'un Mali nouveau.

Visiblement heureux, Cheick Soufi Bilal a salué la démarche participative du Premier ministre, promettant de soutenir les autorités de la Transition. « La porte de la communauté des Soufi sur l'ensemble du territoire et en dehors du Mali est grandement ouverte. Nous vous accompagnons " In Sha Allah " à la limite de nos pouvoirs », a déclaré le guide religieux. La remise d'un lot de 15 cartons d'exemplaires de Coran par le guide des Soufi au chef du gouvernement et la visite du Centre médical Cheick Soufi Bilal (CMCSB) ont mis fin à la rencontre.

Source : CCRP/Primature

## Regard : La transition, la justice et les affaires délicates : un cocktail explosif à l'horizon



**L'**un des chantiers sur lesquels est très attendue la transition est la justice. Justice sur les affaires de corruption, justice sur les tueries de juillet 2020, l'affaire Birama Touré. Si les attentes de l'opinion sont énormes, ces affaires risquent de tendre l'atmosphère, vu l'implication et la qualité de certains protagonistes dans les deux dernières. Si les affaires de corruption ne concernaient grandement que les civils et certains hauts gradés, les tueries de juillet 2020 et la disparition de Birama Touré impliqueraient vraisemblablement, quant à elles, selon plusieurs articles et rapports indépendants, des présumés porteurs d'uniformes et services sensibles de l'État à savoir les services de renseignement et certaines forces spéciales.

Ce sont là des affaires qui risqueraient de faire ressurgir quelques tensions et pourraient avoir des conséquences politiques très loin des cours de justice. Il y a bien sûr comme dans toutes affaires, des exécutants et des commanditaires, si les seconds pourraient être des politiques, les premiers seraient, selon les rapports des membres des services, des forces de défense et de sécurité.

A mon avis, l'accélération de ces affaires est un signal fort de la part des autorités de transition. Mais, quant à aller au fond de tous les dossiers, cela prendrait plus de temps non seulement à cause de la lenteur des procédures, mais aussi pour des raisons purement pragmatiques au vu de la qualité de certains concernés. A défaut d'une dose d'équilibre, certaines affaires pourraient représenter des zones de turbulences, vu le contexte de la transition. Comme l'affaire Sanogo, ces affaires pourraient ne pas connaître un dénouement avant plusieurs années.

M. ASSORY / Source : L'Alerte

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com  
Site : www.malikile.com

## Coopération Mali-Niger : Le ministre Abdoulaye Diop recadre Mohamed Bazoum



**Les propos déplacés du président nigérien à l'endroit des autorités de la transition ont et continuent de faire grincer des dents de bon nombre de Maliens. Lesdits propos risquent de porter un coup dur à la diplomatie entre les deux peuples qui sont liés par l'histoire et la géographie.**

Les propos du président de la République du Niger à l'endroit des autorités de la transition sont mal conçus au Mali. Lesdits propos sont relatifs à la militarisation de l'administration malienne. Selon le président nigérien, "il ne faut pas permettre que des militaires prennent le pouvoir parce qu'ils ont des déboires sur le front où ils devraient être et que des colonels deviennent des ministres et des chefs d'Etat. Qui va faire la guerre à leur place ? Ça serait facile qu'à chaque fois qu'une armée, dans nos pays, a des échecs sur le terrain, elle vienne prendre le pouvoir. C'est ce qui s'est passé par deux fois au Mali : en 2012, les militaires avaient échoué, ils sont venus faire un coup d'Etat. Cette année encore en 2020, ils ont fait la même chose. Ce ne sont pas des choses acceptables", a lancé Mohamed Bazoum aux colonels. Une pensée recadrée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop. M. Diop a reçu l'ambassadeur de la République du Niger au Mali le vendredi 9 juillet 2021. Les propos du président Mohamed Bazoum étaient au menu des échanges. Ainsi le ministre Diop a d'abord fait part de l'étonnement du gouvernement malien face à de tels propos et a, en conséquence, élevé, au nom du gouvernement de la République du Mali, une vive protestation auprès du gouvernement du Niger. L'occasion était opportune pour M. Diop d'exprimer l'attachement des autorités du Mali à la coopération entre les deux pays. "Le gouvernement du Mali tient à rappeler que le Niger et le Mali, liés par l'histoire et à la géographie, ont toujours développé de solides relations d'amitié et de fraternité qui n'appellent qu'à être renforcés", atteste-t-il. Selon lui, une telle déclaration va, malheureuse-

## Présidentielle 2022 : La ruche en quête d'une alliance ?



**En allant rencontrer l'un de ses « enfants fâchés », en l'occurrence l'Asma-CFP, l'Adéma-Pasj ne semble pas faire cavalier seul à la prochaine joute présidentielle.**

En annonçant leur départ de l'Ensemble pour le Mali (EPM), les responsables de l'Alliance pour la solidarité au Mali- Convergence des forces patriotiques (Asma-CFP) et ceux de l'Adéma-Pasj auraient pris la décision au préalable de regarder dans la même direction. Ils viennent de décider d'avoir des décisions communes. Ils sont donc prêts à cheminer ensemble. Cette volonté a conduit les as de la Ruche au siège du parti Asma-CFP où ils ont été accueillis par Soumeylou Boubèye Maïga. Le Tigre a exprimé sa satisfaction surtout lorsqu'on sait que ce dernier a besoin d'électorat et qui est un homme politique bien averti. Il n'ignore pas que « tous les moyens sont bons lorsqu'ils sont efficaces.

La délégation de la Ruche était conduite par Tiémoko Sangaré, ancien ministre des Mines et de la Défense sous le gouvernement d'IBK. La Ruche est en train de renouer avec sa vieille habitude, celle de chercher à aider un autre candidat au détriment d'une candidature interne. L'Asma-CFP étant un parti dérivé de l'Adéma-Pasj, la mère et la fille se retrouvent. C'est une bonne chose de s'allier à un autre parti pour conquérir le pouvoir. Mais il est grand temps pour les abeilles d'organiser la Ruche pour briller sur la scène politique malienne.

Bazoumana KANE / Source : L'Alerte

ment, à l'encontre de cet esprit.

Les défis auxquels les deux pays sont confrontés ne sont pas restés dans les oubliettes. Aux dires du ministre Diop, les deux pays, confrontés aux défis de la continentalité, de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, sans compter la crise sanitaire liée à la Covid-19 devraient plutôt unir leurs efforts et renforcer leur solidarité dans l'intérêt de leurs peuples. C'est ainsi qu'il a exprimé l'engagement du gouvernement du Mali à œuvrer au maintien et au renforcement des relations sécuritaires entre les peuples nigérien et malien.

Bissidi SIMPARA / Source : L'Alerte



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite  
s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



# Adama Dramé Dirpub «Le Sphinx» à propos du mandat d'arrêt contre Karim KEÏTA : «Papa Mambi et moi avons été entendus à Paris... Les Toubabs en savent plus que nous... »

Invité de la Page Web «Cap-Mali+», le Dirpub du Journal «Le Sphinx», M Adama Dramé a livré ses impressions sur le mandat d'arrêt international délivré contre Karim Keïta ainsi que sur les contours de l'affaire qui fait en ce moment grand bruit.



**P**ourquoi Adama Dramé et Papa Mambi Keïta aujourd'hui en exil en France ne retournent pas à Bamako vu que la menace à l'origine de leur exil a cessé d'exister avec le changement de régime à Bamako ? La question a été posée dans le Vestibule Touré le samedi 7 Juillet dernier à la faveur d'une réunion portant sur le «Mandat d'arrêt contre Karim Keïta». La question a été portée à la

connaissance de l'Intéressé (Adama Dramé). Voici sa réponse.

## ADAMA DRAMÉ :

«Les gens font un amalgame entre deux situations. Papa Mambi Keïta a quitté le pays suite à l'affaire «Madou Ka Journal». Suite à la tentative d'assassinat de «Madou Ka Jour-

nal», Papa Mambi Keïta, alors Inspecteur Divisionnaire à qui l'affaire a été confiée, a mené les investigations dont toutes les conclusions ont conduit au nommé Mohamed Bagayogo, dit «Mo», fils de feu Tiekoro Bagayogo et proche de Karim Keïta. Selon les résultats de l'enquête, Mohamed Bagayogo «Mo» est suspecté d'avoir commandité la tentative d'assassinat de «Madou Ka Journal». L'arme ayant servi à la tentative de meurtre a été saisie. De présumés auteurs ont été également arrêtés... Et ils ont fait des aveux.

Mais la hiérarchie, au moment des faits, a estimé qu'il fallait ignorer tous ceux-ci et procéder à l'arrestation des responsables de la «Chaine Ouverture Media» (Mangara et Bouba) pour laquelle travaillait «Madou Ka Journal». Papa Mambi a refusé de commettre cette injustice : à ses yeux, ceux-ci n'étaient pas les coupables. Tous les faisceaux d'indices convergeaient plutôt vers le commanditaire dénoncé par le tireur lui-même.

Ce refus d'arrêter des innocents à la place des présumés vrais coupables lui a valu des menaces de mort. Il a donc préféré s'exiler.

Pour ma part, je menais mes propres investigations au sujet de l'affaire Birama Touré et j'avais donc demandé à Papa Mambi de m'aider à ce sujet.

Alors qu'il se trouvait à Abidjan en route vers l'exil, je l'ai appelé pour en savoir davantage. C'est là qu'il m'a dit détenir en effet des informations selon lesquelles Birama ne serait plus de ce monde.

Par la suite, j'ai été moi-même menacé de mort. Un conducteur de camion-bennes a tenté de m'écraser dans la circulation routière. Aussi, des informations me sont parvenues sur un projet d'assassinat me concernant. Alors, j'ai décidé moi aussi de m'exiler en anticipant



mon voyage. C'est ainsi que nous nous sommes, Papa et moi, retrouvés en France. Je rappelle à propos, que des agents de la sécurité d'Etat, au moment des faits, passaient le plus clair de leur temps devant notre bureau, siège du journal «Le Sphinx» sis au Grand-marché, au moment des faits. C'est justement la raison pour laquelle nous avons déménagé de là pour emménager à Bamako-Coura où nous avons installé des caméras de surveillance...

Nous avons mené deux ans d'enquête sur le sujet, aidés en cela par des confrères étrangers dont un journaliste du «New-York Times». Je précise que j'ai publié dans «Le Sphinx» tous les résultats de l'enquête que j'ai menée à propos de l'affaire Birama.

### «Réfugiés en Europe»

A l'heure actuelle, Papa Mambi et moi disposons du statut de réfugié politique en France. Lorsqu'ils ont appris qu'une plainte a été introduite ici à Paris dans l'affaire Birama Touré (certains sont encore en vie), ils se sont rendus chez le ministre de la Justice, Malick Coulibaly au moment des faits pour lui dire d'accélérer la procédure au Mali afin de torpiller la plainte à Paris. Ceci est de bonne guerre. Mais il n'est

nullement question pour nous à Paris, de retirer notre plainte auprès de la justice française... Et personne ne peut la retirer. Au sortir de la réunion chez le Ministre de la justice, j'ai été informé à la minute près, de ce qui a été convenu avec Malick Coulibaly. Une autre source m'informa que la famille Touré ne s'est jamais réunie en vue de porter plainte auprès de la justice malienne. Il s'agissait donc d'une manigance, d'une pure invention en vue de torpiller la procédure en France. C'est dire qu'à ce stade, nous ne pouvons pas venir au Mali. Nous avons le statut de réfugié politique. Nous bénéficions de la protection de tutelle et nos hôtes peuvent nous interdire de nous rendre dans notre pays. Pour autant, avec une Commission Rogatoire à la demande de la justice malienne, nous pourrions éventuellement effectuer le déplacement au Mali et témoigner.

### «Nous avons été entendus par la justice française... Les toubabs sont plus informés que nous»

Je dois dire que dans la même affaire [Birama] Papa Mambi Keïta a déjà été entendu par la Commission rogatoire du Juge Maïga. Il a été

écouté à la Direction centrale de la Police judiciaire de France à Nanterre, chargée des crimes commis à l'extérieur de la France. J'ai été par la suite, moi aussi entendu par la même structure. Et j'ai fourni tous les éléments à ma disposition... Maliens et Française travaillent désormais en étroite collaboration sur le sujet. Nous avons été longuement écoutés, Papa et moi par la justice française... Nous leur avons remis tous les éléments à notre disposition : photos, audio, vidéos, témoignages écrits, et même le cas des personnes qu'ils ont envoyées ici en France en vue de retourner Papa Mambi. Contre promesses mirobolantes, Papa Mambi a été en effet appelé à se dédire et contredire toutes mes déclarations. Contre promesses, bien entendu. Mais il a refusé. Il a juré de ne pas me trahir.

A mon avis, c'est à travers certainement ces témoignages, je dis certainement, que le juge d'instruction a lancé le mandat d'arrêt contre Karim Keïta. C'est ce que je peux dire à propos de cette affaire. Certainement que vous entendrez d'autres nouvelles à propos dans les prochains jours. Mais figurez-vous que les toubabs sont plus informés que nous les Maliens au sujet de ce dossier... Si la justice malienne me demandait de venir,

bien sûr que je viendrai ! Mais dans le respect des conditions fixées par nos hôtes et conformément à mon statut de réfugié ! Si par contre, de mon propre chef, je décidais de rentrer au pays, je perdrais de facto mon statut de réfugié.

### «Rien n'a changé à Bamako»

Par ailleurs, prétendre que le pouvoir a changé à Bamako et que nous pouvons désormais y revenir, n'est pas du tout exact. Les présumés coupables de la mort de Birama, les principaux accusés se promènent librement en ce moment à Bamako, nullement inquiétés. Alors ! Tenez par exemple : on a pu lire sur les réseaux sociaux que Sadio Camara [ancien Ministre et Général de l'Armée malienne – NDLR ] aurait affirmé que Moussa Diawara [ex-Directeur de la Sécurité d'Etat au Mali - NDLR] ne sera pas entendu dans le cadre de l'enquête. Si cela s'avère, c'est dire que rien n'a changé à Bamako.

C'est sera dans le cadre d'un procès que je reviendrai. Nous serions fixés le jour où des suspects seront effectivement interpellés et contre lesquels nous serons appelés à témoi-

gner éventuellement, bien entendu, avec l'autorisation de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides). Sans cela... Dans mon cas, j'ai été menacé, tout comme les membres de ma famille. Et les présumés assassins sont en train de circuler librement, sans problème dans les rues de Bamako...

Au Mali, on fait semblant de ne rien voir et rien entendre... Et pourtant, tout le monde connaît la vérité... Figurez-vous que le Journaliste YALKOUE [Directeur de Publication du Journal « Le Pays » NDLR] qui a eu le courage d'évoquer le nom de Karim Keïta dans le dossier a été entendu pendant plus de 4 heures d'horloge. Il a failli être inculpé. Ces gens mentent à tous les coups et sont passés maîtres dans l'art de calomnier les autres.

Mais figurez-vous qu'à l'instar du journaliste YALKOUE, Karim Keïta a été convoqué par la Justice et a refusé, sous le prétexte de l'immunité parlementaire, de répondre à l'appel du Magistrat Instructeur. Je vous le dis : c'est le juge d'instruction Oumar Diarra qui a appelé Karim pour lui dire ceci : «On raconte tout à ton sujet à propos de cette affaire. Je t'en conjure, viens t'expliquer si tu ne te reproches rien». L'appelé [Karim Keïta] a accepté jouer

le jeu. Le juge a donc rédigé une convocation à son intention.

Certainement qu'il a demandé d'autres avis et on lui aurait déconseillé de se présenter sous peine, suite à sa déposition, d'exposer d'autres personnes citées dont des proches. Aussi, lui ont-ils dit, s'il est sûr d'être totalement étranger à l'affaire, n'avoir rien à y voir, d'aller faire sa déposition. C'est sur ce qu'il aurait décliné l'offre du juge d'instruction Oumar Diarra. Et l'avocat a trouvé l'astuce de dire que la convocation a fuité sur les réseaux sociaux.

A présent, le Juge maintient sa convocation. Il a lui aussi, subi des menaces...

Par ailleurs, l'on prétend que c'est parce qu'il [Karim Keïta] a l'immunité parlementaire... Que non, l'immunité parlementaire n'empêche pas de répondre à la convocation du juge et d'être entendu dans le cadre d'une affaire en dehors de l'Assemblée Nationale. Aussi, s'il a confiance en lui-même, il peut se défaire de l'immunité pour aller se blanchir. Mais il ne l'a pas fait»...

Propos traduits et transcrits par B.S. Diarra / Source : la Sentinelle



## Mosquées et Eglises : Prière collective pour la paix au Mali

**A** l'appel des autorités de la Transition à travers le ministère des Affaires religieuses, du culte et des coutumes, les fidèles musulmans et chrétiens ont organisé successivement, vendredi et dimanche, des prières collectives sur l'ensemble du territoire national. Le Premier ministre et chef du Gouvernement, Dr Choguel Kokalla MAÏGA, et le ministre des Affaires religieuses, du culte et des coutumes, Dr Mahamadou KONE, étaient à la Grande Mosquée de Bamako, vendredi, et à l'Eglise protestante de Konatébougou, en Commune I, pour assister à ces prières, dans une démarche laïque et républicaine, et apporter ainsi leur soutien aux différentes communautés religieuses de notre pays.

A la Grande Mosquée de Bamako, la prière était dirigée par l'imam Mamadou KALLE, à la Cathédrale de Bamako, par l'Abbé Alexandre DENON, et à l'Eglise protestante de Konatébougou, par le Pasteur Marc COULIBALY, en présence du Délégué général de l'Assemblée des Groupements d'Eglises et Missions Protestantes Evangéliques du Mali (AGEMPPEM), Dr Nouh Ag Infa YATTARA.

« Sensibiliser les populations à la culture de la paix, de l'acceptation de la différence à travers les sermons et prêches des imams et prêtres ; mobiliser les populations à s'engager résolument dans les actions qui favorisent la paix ; implorer le pardon d'Allah (SWT) pour le Mali et les Maliens », tels sont les objectifs recherchés à l'occasion de ces prières collectives aussi bien à Bamako qu'à l'intérieur du pays.

C'est une initiative heureuse et salutaire, ont positivement apprécié les leaders religieux qui disent être sur la même longueur d'onde spirituelle et patriotique que les plus hautes autorités du pays, d'autant plus que c'est leur quotidien, le fait de prier pour le Mali, notre patrimoine commun, et prêcher la paix, la tolérance, la fraternité et le vivre ensemble par-delà les appartenances confessionnelles ou religieuses.

C'est la preuve que le Mali est un pays de foi et d'espérance, ont-ils clamé tour à tour, souhaitant que le Mali soit « **la lumière pour les autres en matière de paix, de tolérance et de vivre ensemble** ».

Le ministre KONE les a remerciés pour les prières formulées à l'endroit de notre pays, « **pour une Transition réussie, une bonne pluviométrie, le vivre ensemble, la convivialité, la fraternité et l'amour de son prochain tels que prônés par toutes les religions révélées, le retour de la paix et de la sécurité** ».

Quant au Premier ministre MAÏGA, il a placé sa présence successive dans la Grande Mosquée de Bamako et dans les églises dans le cadre d'une démarche « laïque et républicaine », à équidistance entre toutes les confessions et tendances religieuses.

« Le respect des minorités sociales et religieuses est une preuve de vitalité démocratique », a-t-il soutenu en substance, tout en rappelant la volonté politique, au plus haut sommet de l'Etat, qui a prévalu à l'organisation de ces journées de prières collectives à l'échelle nationale, à l'issue du Conseil des Ministres.

Aussi, le Premier ministre a-t-il exprimé sa satisfaction pour la bonne organisation de ces prières collectives sur l'ensemble du territoire national et souhaité qu'elles soient exhaustées par Dieu, le Tout Puissant et Miséricordieux, pour un nouveau Mali en paix et réconcilié avec lui-même.

Source : CCOOM/MARCC



# Régions du Centre : La MINUSMA explique à la société civile son nouveau mandat et le Programme de réduction de la violence communautaire

Les 7 et 8 juillet derniers, la Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité, du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion/réintégration (RSS-DDR) de la MINUSMA a organisé, à Mopti, un atelier de sensibilisation sur le processus de désarmement volontaire, de démobilisation et de réinsertion, et le programme de réduction de la violence communautaire (RVC) dans le Centre du Mali. Cet atelier de deux jours a réuni une centaine de personnes réparties en deux groupes de cinquante dans la salle de conférence du Gouvernorat de Mopti.

« Il y a beaucoup de questions et de désinformation par rapport au processus de DDR décliné sous la forme d'un Programme de réhabilitation communautaire dans le Centre. Il a fallu donc mettre sur pied cet atelier pour sensibiliser et échanger avec les parties prenantes », a expliqué Madieng NDIAYE, chef

d'équipe de la RSS-DDR de la MINUSMA à Mopti.

Organisé en appui à la Commission nationale DDR, cet atelier fait partie du plan d'action de 50 jours du Chef de la MINUSMA pour le Centre. Présidé par le Sous-préfet central de Mopti, Issa PLEA, il a pour objectif de renforcer les capacités des autorités locales et des ac-

teurs de la société civile de Djenné, Ténenkou et Youwarou sur le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion en cours dans la région. Ont également pris part aux cérémonies d'ouverture, le maire-délégué de Sévaré, Albachar MAIGA, le Chef par intérim du Bureau régional de la MINUSMA, Jens S. KRISTENSEN, en présence de membres d'organisations de la société civile, de représentants de certains groupes armés signataires de l'Accord de paix, ainsi que des membres des Forces de défense et de sécurité maliennes et des élus locaux.

## Le nouveau mandat de la MINUSMA expliqué aux acteurs de la société civile et autorités locales

Plusieurs présentations ont émaillé ces deux jours d'atelier. La première moitié de chaque journée a été consacrée à une présentation du nouveau mandat de la MINUSMA contenu dans la Résolution 2584 (2021), adoptée par le Conseil de Sécurité de l'ONU le 29 juin 2021. En effet, la responsable du Bureau de l'Information publique de la MINUSMA à Mopti, Myrline SANOGO-MATHIEU, a expliqué le mandat de la Mission onusienne au Mali, en mettant l'accent sur l'appui de la MINUSMA à la transition politique et aux élections, et sur les deux priorités stratégiques. Il s'agit notamment de





l'appui de la MINUSMA à la mise en œuvre de l'Accord de paix issu des pourparlers d'Alger de 2015, en premier, puis en second lieu, la facilitation de l'application par les acteurs maliens de la stratégie globale axée sur les aspects politiques afin de protéger les civils, réduire les violences intercommunautaires, restaurer l'autorité et la présence de l'Etat, et rétablir les services sociaux de base dans le Centre du Mali. Par ailleurs, l'Officier de l'Information publique a aussi présenté les différentes composantes de la MINUSMA, ainsi que leurs rôles respectifs, en particulier ceux de la Section RSS-DDR, à travers un exposé des actions concrètes réalisées auprès et avec les communautés dans les huit cercles des régions de Bandiagara, Douentza et Mopti. L'intérêt des participants s'est traduit par des questions qui ont permis d'éclaircir le rôle du personnel en uniforme, notamment sur l'appui technique et opérationnel qu'il fournit aux Forces de sécurité et de défense maliennes pour contribuer à la protection des civils. Les réponses du Bureau de l'Information publique de la MINUSMA ont aidé à clarifier le rôle des

projets à impacts rapides de la MINUSMA dans le processus de stabilisation du Centre. D'autres interventions ont porté sur le processus de DDR dans le Centre, l'appui de la MINUSMA dans la gestion des munitions, la lutte contre le terrorisme, ou encore sur les attaques aux engins explosifs improvisés qui n'épargnent ni les Casques bleus, ni les FDSM et qui malheureusement affectent aussi les civils maliens. Présente à cette rencontre, la présidente régionale de la CAFO, a souligné le rôle que joue l'explication du mandat dans l'amélioration de la perception de la MINUSMA par les communautés du Centre. « Ces sessions doivent être multipliées pour que les populations aient la bonne information et ainsi, mieux comprendre le travail de la MINUSMA », a-t-elle dit avant d'exhorter les participants à relayer le message dans leurs associations et communautés. S'en est suivi deux autres présentations, dont l'une faite par le Chef d'équipe de la RSS-DDR à Mopti sur les concepts de DDR et du cantonnement, et l'autre sur le rôle de la CNDDR. Au cours de ces présentations, le chef d'équipe

de la RSS-DDR de la MINUSMA à Mopti a précisé que les projets de RVC visent à favoriser un environnement propice au retour des ex-combattants dans leurs communautés et au déroulement du processus de Programme de réhabilitation Communautaire pour faciliter le retour du vivre-ensemble et du respect du bien commun. Pour le coordinateur régional de la CNDDR, Oumar DICKO, le désarmement est une des conditions sine qua non pour ramener la sécurité sur toute l'étendue du territoire des régions du Centre du Mali. « Nous sensibilisons pour aider les gens à saisir l'importance du désarmement et pourquoi il faut le rendre effectif. Tant que nous ne désarmons, il est difficile d'atteindre nos objectifs, notamment pour combattre l'insécurité que connaît le Centre du Mali », a-t-il soutenu.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

## 2<sup>ème</sup> Assemblée plénière du CIP G5-Sahel : Malick Diaw rend hommage à feu Idriss Deby

A l'occasion de l'ouverture solennelle de la 2<sup>ème</sup> Assemblée du CIP G5-Sahel qui s'est tenue à Bamako du 5 au 9 juillet 2021, le président du Conseil National de Transition du Mali, le Colonel Malick Diaw, n'a pas oublié de rendre un vibrant hommage à Idriss Déby, évoquant une pensée digne de son rang de Maréchal et martyr de la lutte contre le terrorisme.

C'était au CICB ce jeudi 8 juillet 2021. Lui-même militaire et actuel président du Conseil National de Transition (CNT), Malick Diaw n'a naturellement pas oublié son camarade d'armes du Tchad. Il s'agit du Maréchal Déby qui est tombé sur le champ de l'honneur dans la bataille contre le terrorisme. Malick Diaw était donc dans son rôle de magnifier cet homme qui aura tout donné à la lutte contre les forces du mal.

C'est un Malick, solennel dans son boubou blanc et coiffé d'une chéchia blanche qui invite cette auguste Assemblée à se tenir debout pour observer une minute de silence à la mémoire de l'ancien président du Tchad, Idriss Déby, et tous les militaires tombés sur le théâtre des opérations. Cette invitation à suffi pour imprimer à cette intervention un cachet particulier tant la valeur de l'homme est inestimable.

Par ailleurs, l'orateur du jour a mentionné la solidarité tissée entre les parlementaires du G5-Sahel. Pour lui, elle est forgée dans le sang des militaires tombés sur le champ de l'honneur.

Parlant du Mali, il dira que l'objectif du changement est de recadrer la transition pour un Mali de paix. Pour y arriver, il a évoqué leur engagement depuis le 18 août 2020 pour l'organisation des élections libres, crédibles et transparentes. En outre, le président du Conseil national de transition a cité entre autres l'éradication du terrorisme et la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Partant, il s'est interrogé sur le nombre de militaires ayant perdu la vie dans la lutte contre le terrorisme et le nombre de déplacés dans les pays du G5-Sahel. A l'entendre, il s'agit d'apporter la riposte. « Nous faisons volontiers ce que nous pouvons avec les moyens dont

nous disposons », a martelé le président Diaw du CNT qui pense que tant que le Sahel n'est pas sécurisé, le reste du monde sentira les effets.

Pour rappel, Malick Diaw avait à ses côtés les présidents des Assemblées Nationales du Burkina Faso, Alassane Balla Sakandé, du Niger Seyni Oumarou, du Tchad Haroun Kabadi. L'Assemblée nationale et le Sénat français étaient représentés par le député Jacques Maire. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie était représentée par le député Philippe Courard.

### Les 7 résolutions

**Au terme de 5 jours de réflexion, 7 résolutions ont sanctionné les travaux des parlementaires du G-5 Sahel. L'information est tombée ce jeudi 8 juillet 2021 lors de la clôture de la session, à l'Hôtel de l'Amitié. C'était sous la coupe du président de l'Assemblée Nationale du Burkina Faso, Alassane Bala Sakandé.**

Conformément aux conditions et règles précitées dans la Charte, l'Assemblée plénière a adopté 7 résolutions relatives à l'envoi des missions parlementaires sur le terrain. Les parlementaires s'engagent à mettre ces résolutions en œuvre pour le bien-être du G5-Sahel.

Il s'agit premièrement de la résolution n°2021-001-CIP/G5-Sahel relative à la création d'une mission d'information conduite par le Réseau des femmes parlementaires du CIP G5-Sahel auprès du Secrétariat exécutif du G5-Sahel. En deuxième lieu, la résolution n°2021-002-CIP/G5-Sahel, portant création d'une mission d'information parlementaire conjointe auprès du commandement de la force conjointe du



G5-Sahel en vue de toucher du doigt les réalités d'intervention de cette force stratégique. La troisième résolution, n°2021-003-CIP/G5-Sahel porte sur la création d'une mission d'information parlementaire conjointe auprès de la présidence en exercice du G5-Sahel, en vue d'une appropriation de l'agenda arrêté au titre de la présidence en exercice. Cette mission interviendra dans un contexte particulier marqué par la transition au Tchad. Il reviendra aux parlementaires de s'enquérir du programme des autorités de la transition dans le cadre de leur mandat au sein du G5-Sahel.

Comme quatrième résolution, il s'agit du n°2021-004-CIP/G5-Sahel portant création d'une mission d'information parlementaire conjointe sur la mise en œuvre du partenariat mondial pour l'éducation dans les pays du G5-Sahel avec pour objectif d'apprécier le niveau et les conditions de mise en œuvre de ce partenariat au sein du G5-Sahel.

Le cinquième point porte sur la résolution n°2021-005-CIP/G5-Sahel relative à la coalition internationale pour le Sahel et au financement conséquent du G5-Sahel. En sixième lieu, il faut noter la résolution n°2021-006-CIP/G5-Sahel relative au financement des activités du CIP/G5-Sahel. La septième et dernière résolution portant le n°2021-007-CIP/G5-Sahel est axée sur la mission d'information parlementaire auprès du Secrétariat exécutif du G5-Sahel en vue d'une appropriation du contexte d'exercice des missions du G5-Sahel, ses défis et ses contraintes.

A noter que l'hospitalité et l'accueil du Mali ont été vivement salués par les délégations venues des différents pays du G5-Sahel.

Bazoumana KANE  
Source : L'Alerte

# Tentative de hold-up sur l'URD : Boubou Cissé, le diabolin de la discorde démasqué

La plus grande imposture de l'histoire politique a été sans contestation possible l'entrée par effraction de l'ancien Premier ministre d'Ibrahim Boubacar Kéita à l'URD à travers la porte dérobée de la section de Djenné. C'était le samedi, 26 juin dernier. Depuis, la paisible chapelle politique fondée par feu Soumaïla Cissé est ébranlée par des luttes de jactance.

La disparition brutale de Soumaïla Cissé, le 25 décembre 2020, a rebattu les cartes au sein de la formation politique qu'il a créée en 2003 après son départ de l'Adema-Pasj. L'Union pour la République et la Démocratie (URD) a connu depuis une maturation normale, qui a fait d'elle le plus parti politique, le plus solide du landerneau, au grand dam de l'Adema-Pasj et son autre croissance, le RPM. Aujourd'hui, à un peu plus d'un an de la présidentielle prévue en 2022, le débat fait rage désormais au sein du parti de la poignée de mains pour savoir qui portera ses couleurs lors du futur scrutin présidentiel. Débat maléfique qui est comme un spectre de division dont Soumaïla Cissé n'aurait pas souhaité entendre outre-tombe.

## Inconséquence politique

Les circonstances qui ont motivé la création de l'URD étaient sans ambiguïté : au regard de moult coups de Jarnac sur l'échiquier politique national, mettre sur les fonts baptismaux une formation qui fera la politique autrement, c'est-à-dire rompre avec les méthodes éculées entachées de faussetés et d'opportunisme. Or, c'est malheureusement ces tares qui rythment désormais la vie en son sein. L'inconséquence politique est en train de prendre le pas sur le réalisme. Mais les esprits clairvoyants ont vite démasqué le diabolin de la discorde en la figure de Boubou Cissé.

Ce n'est pas par hasard que cet antipolitique devenu le Premier ministre d'un président de la République qui n'a jamais eu du respect pour son propre parti, le RPM, et ses satellites de l'EPM, ait choisi de forcer son adhésion à l'URD. Sur l'échiquier national, il n'aurait sans doute trouvé aucun point de chute chez les alliés de circonstance du camp de son mentor IBK ; aucun parti politique de l'EPM n'aurait accepté de recevoir l'intrus Boubou Cissé qui,



au contraire de Tiéman Hubert Coulibaly et Mamadou Igor Diarra qui ont fondé des partis politiques ou qui en assument les hautes responsabilités, ne s'est jamais engagé à conquérir des suffrages. À ce défaut politique, un mal plus grand colle à la peau de Boubou Cissé. De toute évidence, il traîne des casseroles pour lesquelles il doit répondre à la justice. Des fonds de gestion du Covid-19 à la sortie expresse de 200 millions de nos francs pour mater les manifestants des 10, 11 et 12 juillet 2020, il existe contre lui plusieurs autres manquements à l'orthodoxie financière. Dans l'affaire dite « Complot contre le gouvernement de la transition » durant le mois de décembre passé, une information judiciaire avait été ouverte pour « complot contre le gouvernement et association de malfaiteurs », dans laquelle étaient notamment cités l'ancien Premier ministre Boubou Cissé, l'activiste Ras Bath, ainsi que Sékou Traoré, un temps secrétaire général de la présidence, Mahamadou Koné, trésorier payeur général, Vital Robert Diop, directeur général de la société PMU-Mali, Aguibou Tall, directeur général adjoint de l'Agefau (le

demi-frère de Boubou Cissé), et Souleymane Kansaye, receveur général du district. Affaire classée certes, mais pas élucidée et qui pourrait bien rebondir.

## Clan familial

Mais l'URD semble être désormais sous la coupe réglée d'un clan familial, celle des Cissé, pas de Soumaïla Cissé, mais d'Abdou Kader dit Sékou Cissé (député de Djenné) et sa fratrie : Boubou Cissé est leur neveu. Ceci explique bien cela. L'URD va-t-elle donc devenir une couverture commode pour l'ancien Premier ministre qui ne cherche qu'à sauver sa tête ? Les jeunes du parti, gardiens du temple, ont déjà donné de la voix en marchant contre l'imposture. Mais c'est surtout le Mali tout entier qui a décrié les prétentions de Boubou Cissé à se refaire une virginité nationale. C'est un message fort pour les responsables de l'URD et pour toute la nation malienne.

Nouhoum DICKO  
Source : L'Alerte

# Espace National des Jeunes Leaders sur orbite : ENJL se pose en esprit critique et en acteur de changement

L'Espace National des Jeunes leaders, sous la présidence de son parrain, l'ancien ministre de la Jeunesse et ancien ministre de la Communication, Harouna Modibo Touré, a procédé au lancement officiel de ses activités. C'était à l'Institut Supérieur de Commerce Business School, près du monument Bougie Ba. Etaient présents, le représentant de Misahel, Fulgence Zeneth, le président du CNJ, Habib Dakouo, le Recteur de l'Université, Cheick El Moctar Koné, Daouda Tékété, écrivain et ancien journaliste et beaucoup d'autres invités.

Faire preuve de leadership, d'engagement civique, d'initiative positive et de responsabilité pour faire le Mali d'aujourd'hui et de demain, tels sont les leitmotivs du regroupement de ces jeunes leaders qui entendent désormais apporter leurs contributions à l'édification nationale. Selon leur président, Seydou Ballo, les conséquences des rebellions successives au Mali, de 1953, 1968, 1990 et de 2012 avec leurs corolaires (des milliers de déplacés) ont montré la fragilité de la gouvernance, le manque de leadership, choses qui sont entre autres les motivations profondes de la création de cette Association. Aussi, il a rappelé le rôle de la jeunesse unanimement reconnu par l'Union Africaine et les Nations Unies à travers l'agenda 2063 et les Objectifs du Développement Durable. Il a précisé que dans son aspiration 6, l'UA a indiqué que le développement devra s'appuyer sur le potentiel de ces populations, notamment celui des femmes et des jeunes engagés et responsabilisés. Le président de l'ENJL a posé les problèmes qui minent notre pays à savoir, le faible taux de participation aux élections, aux prises de décisions dans les actions de développement. Il dira que cette organisation n'a pas été créée pour insulter, vilipender une autorité, mais de promouvoir le leadership. Selon lui, les jeunes doivent avoir l'esprit critique, doivent être des acteurs du

changement, des innovateurs, communicateurs et chefs de file en développant des compétences nécessaires pour l'impulsion civique patriotique. Cette Association compte participer activement au renforcement de capacités des autres jeunes en matière de leadership, de développement personnel, de plaidoyer, de lobbying et de toute autre action jugée pertinente, va-t-il faire savoir. « Cet Espace entend aussi fédérer toute la jeunesse malienne et marquer sa présence sur toute l'étendue du territoire », a dit Seydou Ballo. Le représentant de Misahel n'a pas manqué d'éloge à l'endroit du président d'ENJL qui, depuis ses premières heures estudiantines, s'était fait remarquer lors des débats sous-régionaux, ses actions à l'endroit d'autres jeunes dans leurs formations

pour affronter la vie réelle. M. Penda dira que son institution croit à Seydou pour avoir eu à travailler avec lui, croit à ce projet, un projet qui crée un Espace où seront discutées les questions nationales, un Espace qui a une vision. A lui de les inviter à travailler afin de donner à cet Espace une vision Africaine et internationale. Au président du CNJ, Habib Dakouo de dire que l'espoir est permis avec l'ENJL. Il a fait savoir que le CNJ va s'approprier de cette dynamique et a invité l'association à venir vers eux pour porter ensemble cette dynamique qui vient d'être enclenchée. Le parrain, pour sa part, s'exprima en ces termes : « armez-vous de savoir ». Harouna Modibo Touré, parrain de l'événement a demandé aux jeunes à comprendre qu'il n'y a qu'une seule faitière : le CNJ. Il leur a demandé de fédérer, main dans la main, pour la mise en place du Conseil Supérieur de la jeunesse qui a été voté. Aux dirigeants de l'Université, l'ancien ministre de la jeunesse et de la Communication leur a suggéré de créer une filière sur le numérique.

Fakara Faïnké

Source : Le Républicain- Mali



# Accord pour la paix et la réconciliation (APR) : Les membres du CNT s'approprient le contenu



Les travaux des Journées d'information à l'intention des membres du Conseil National de la Transition (CNT) sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, se sont tenus, le mardi 13 juillet 2021, au CICB. Ces journées visent à favoriser l'appropriation de l'Accord pour la paix et la réconciliation par les membres du CNT et à contribuer à lever les obstacles liés à sa mise en œuvre. Appuyée par la MINUSMA, la présente activité s'inscrit dans le cadre du soutien de la Mission aux efforts des institutions du Mali en vue de l'appropriation des dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Les trois journées d'information à l'attention des membres du CNT initiées par la Commission des lois Constitutionnelles, de la Législation, de la Justice, des Droits de l'Homme et des Institutions de la République rentrent dans cette dynamique d'échange, d'information et de sensibilisation. Durant trois jours les membres du Conseil National de Transition seront suffisamment informés sur le contenu de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger qui alimente les débats. Conscients que la réussite de la Transition dépend en grande partie d'une application intelligente de cet accord, les membres du CNT ont répondu en masse pour cette activité d'une importance capitale pour la vie de la nation. Le choix du Conseil National de Transition s'est fait à partir de plusieurs constats notamment

l'absence de débat au sein de l'organe législatif. Le président de la commission Loi du Conseil National Transition, Dr Souleymane Dé a souligné qu'il urge d'inverser les appréhensions des populations qui perçoivent l'Accord comme une imposition en faveur des régions du nord du Mali. A cet effet, il poursuivra que ces journées constituent en outre un enjeu majeur pour les membres du Conseil National de Transition dans le cadre de la prise en charge des réformes politiques et institutionnelles en cours.

Quant à la représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire général, chargé du Pilier, Joanne Adamson a rappelé que le mandat de la MINUSMA a été renouvelé par le Conseil de Sécurité jusqu'au 30 juin 2022. Elle n'a pas manqué de souligner que la communauté in-

ternationale accompagnera le Mali pour une sortie rapide de crise d'où la grande mobilisation au chevet du Mali. Ce pays qui traverse une crise multidimensionnelle depuis bientôt une décennie.

Ce mandat définit, dit-elle, l'action de la MINUSMA autour de deux grandes priorités stratégiques : la première priorité est d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord par les parties maliennes, notamment le Gouvernement et les groupes signataires, ainsi que par d'autres parties prenantes maliennes et la Transition politique.

Pour Mme Adamson, la seconde priorité stratégique est de faciliter l'application par les acteurs maliens d'une stratégie globale axée sur les aspects politiques. Ainsi, elle vise à protéger les civils, à réduire les violences intercommunautaires, à restaurer l'autorité et la présence de l'État et à rétablir les services sociaux de base dans le Centre du Mali.

« Le sens profond de ces journées d'informations, pour chacun de nous, doit être un appel à plus d'actions, à plus d'engagements et à plus de sacrifices pour renforcer notre cohésion nationale en vue d'amorcer sereinement l'émergence du Mali », a conclu le 1er vice-président du CNT, Assarid Ag Imbarcaouane avant de déclarer ouvert les travaux d'informations sur l'accord pour la paix et la réconciliation issue du processus d'Alger.

■ Ibrahim Sanogo





## Société : Quand l'alcool empoisonne l'avenir de la jeunesse

**Il y a bien des années que le Mali est confronté à un phénomène qui remet en cause notre éducation, qui piétine nos valeurs sociétales et nous guide vers de mœurs légères : la consommation d'excitant et plus particulièrement des boissons alcoolisées. Le plus inquiétant est que la majeure partie des consommateurs sont les jeunes et les adolescents (garçons et filles) qui ne prennent même plus la peine de se cacher.**

**B**amako, ville des Trois (3) Caimans, est un carrefour commercial où se bousculent toute les ethnies et religions du Mali. Eduquer son enfant dans ces conditions devient problématique, vu qu'il est au contact de personnes de divers horizons (bonnes ou mauvaises). Si cette fréquentation est mauvaise elle influencera votre enfant et le détournera du droit chemin.

De nos jours, dans la capitale malienne, il devient de plus en plus difficile de rencontrer un adolescent non-consommateur d'alcool, sur-

tout en boîte de nuit. Certains pensent que consommer uniquement en boîte de nuit ne suffit pas. C'est ainsi que les débits débordent progressivement des espaces récréatifs pour être consommé partout et mettre en péril l'avenir des jeunes et le devenir de la nation. Moussa Diabaté, un jeune commerçant raconte : «un homme qui ne boit pas est considéré comme un 'Yeux clairs' (une personne qui ne consomme aucun existant, NDLR). On boit souvent pour oublier nos peines et nos douleurs. En plus, l'alcool est bon pour la santé

». La dépravation atteint ainsi son paroxysme. La morale, la dignité et l'intégrité sont bafouées par cette jeunesse friande d'alcool, de drogue et d'autres pratiques non catholiques. La pauvreté, le chômage et le désespoir sont essentiellement les maux qui poussent les jeunes vers ces extrêmes. Barda a commencé à prendre l'alcool à l'âge de 20 ans. Il a intégré le milieu, dit-il, par le biais d'une mauvaise fréquentation. «Quand tu fréquentes des gens qui consomment, il y a de fortes chances qu'ils t'entraînent. C'est ce qui m'est arrivé en goûtant à l'alcool. Aujourd'hui, je suis devenu accro, puisque je ne peux pas rester toute une journée sans boire. C'est pourquoi nous disons aux jeunes, qui n'ont pas encore découvert le milieu de s'en éloigner parce qu'il n'y rien de bon», conseille-t-il.

Il n'est pas rare de voir des jeunes s'adonner à des compétitions éthyliques, confie Salimata Diarra, étudiante, en expliquant que les garçons jouent à la concurrence en boîte de nuit et comparent leurs prouesses à la boisson. «Cette concurrence les pousse à dépasser les limites. Or, l'alcool nuit gravement à la santé», déplore-t-elle. Pour d'autres, c'est la quête du

plaisir et du sentiment de dépendance qui les poussent à emprunter ce chemin. Selon Allaye Guirou, les jeunes ont surtout perdu le sens de la distraction au point de confondre distraction et suicide par excès de consommation de l'alcool.

Or, se procurer de l'alcool est un jeu d'enfant puisqu'il se vend partout à Bamako : dans les bars, les restos, les maquis, les points de vente, les hôtels et les stations-services, etc. Les débits éthyliques sont ainsi accessibles à tous, au su et au vu de tout le monde et à des prix dérisoires allant de 100 FCFA à 500 FCFA. En outre, toutes les occasions sont propices pour en profiter : sorties entre amis, soirées de mariage, fêtes d'anniversaire, passage dans une station-service, etc. Alain Coulibaly, un étudiant, confie que sa provision de gin ou de canettes de bière provient soit des bars soit dans les boutiques d'alimentation.

Il se pose dès lors la question du rapport à l'alcool qui varie selon les religions et les sociétés. Certaines l'acceptent et d'autres interdisent catégoriquement leur fidèle de s'y approcher. Le bouddhisme et l'islam la condamnent l'alcool parce qu'il fait perdre la maîtrise de soi.

En effet le Prophète Mohammed (paix sur lui), dans son Hadith Sounan Ibn-Majah Livre des Intoxicants a dit: "Tout ce qui peut intoxiquer en grande quantité est interdit en petite quantité". Il n'y a donc aucune excuse pour un "petit verre".

Non seulement ceux qui boivent de l'alcool sont maudits, ceux qui traitent avec de façon directe ou indirecte sont également maudits par Allah.

Aussi le Prophète Mohammed (paix sur lui) a dit « Allah a maudit dix personnes qui traitent avec l'alcool. Celui qui le distille, celui pour qui il est distillé, celui qui le boit, celui qui le transporte, celui chez qui il est transporté, celui qui le sert, celui qui le vend, celui qui profite de l'argent obtenu par sa vente, celui qui l'achète pour lui-même et celui qui l'achète pour quelqu'un d'autre ». Cela montre à quel point boire de l'alcool est interdit.

Par-delà son interdiction par la religion musulmane, l'abus d'alcool est très nocif pour la santé de l'homme et peut engendrer de graves maladies. Le Pr Mamady Mory Keïta soutient par exemple qu'« Avec un verre, on est déjà en danger ». L'alcoolisme chronique peut être

longtemps sous-estimé car celui qui boit trop et souvent donne l'impression de bien le supporter. Pour la personne alcoolique, l'alcool devient l'un des piliers de sa vie et il lui est difficile d'envisager de vivre sans.

De même, l'usage nocif de l'alcool entraîne dans le monde 3,3 millions de décès chaque année, soit 5,9% des décès, selon l'Organisation Mondiale de la Santé et est responsable de plus de 200 maladies dont les troubles mentaux et comportementaux, des maladies non transmissibles majeures telles que la cirrhose du foie, certains cancers et des maladies cardiovasculaires ainsi que des traumatismes résultant d'actes de violence et d'accidents de la circulation.

Nonobstant, l'alcool est devenu le vecteur de retrouvailles entre jeunes gens, qui justifie leur dépendance par des problèmes d'ordre psychologiques et la pauvreté. Il convient d'agir sur les consciences des jeunes pour qu'ils sachent qu'ils sont les chefs de famille et les hauts cadres de demain.

Ali Poudiougou  
Source : Le Témoin



# Covid-19 : Emmanuel Macron serre la vis sur la vaccination pour ne pas hypothéquer la relance

Emmanuel Macron a lancé un appel à la mobilisation lundi soir lors de son allocution. Le président de la République a choisi de déployer un arsenal de mesures fortes pour contraindre les Français à se faire vacciner et ainsi éviter de briser l'élan de la reprise économique.



Juste après son allocution, Emmanuel Macron a reçu les parlementaires de la majorité à l'Élysée. Des parlementaires qui, comme tous les Français l'avaient écouté à la télévision. Et pour l'un d'entre eux, c'était très clair : « Le président a voulu frapper fort » pour convaincre les récalcitrants d'aller se faire vacciner.

Au-delà même de la vaccination obligatoire pour les soignants, il s'agit de rendre « l'alternative à la vaccination plus coûteuse » en conditionnant l'accès aux lieux publics à un «

pass sanitaire », en mettant fin aussi à la gratuité des tests pour inciter à ne plus y recourir par confort.

## 926 000 prises de rendez-vous lundi soir

Emmanuel Macron a tenté un électrochoc mâtiné de contrainte, en évoquant même la possibilité d'en arriver à la vaccination obligatoire pour tous, préconisée par certains comme François Bayrou. Il a choisi de privilégier la li-

berté des vaccinés. La plateforme Doctolib pour prendre les rendez-vous vaccinaux étaient d'ailleurs saturée après l'allocution du président de la République. Le patron du site a annoncé ce mardi que 926 000 rendez-vous avaient été pris lundi soir. Effet momentané ou durable ? On le verra dans les prochaines jours.

Source : RFI

# Incarcération de Jacob Zuma : Face aux violences, Ramaphosa appelle au calme et mobilise l'armée

La tension monte en Afrique du Sud qui fait face depuis quatre jours à des violences déclenchées par les militants pro-Zuma en pays Zoulou. Les émeutes se sont transformées en révolte de la faim et se sont étendues aux quartiers pauvres des grandes villes : pillages, affrontements avec les forces de l'ordre... Au moins six personnes sont mortes depuis samedi. Le président Cyril Ramaphosa s'est exprimé à la télévision nationale lundi 12 juillet, il appelle au calme et mobilise l'armée.

Le ton du président était grave et martial. Cyril Ramaphosa décrit les violences de ces derniers jours comme les pires que le pays ait jamais connues depuis les années 1990.

L'armée a été déployée dès lundi 12 juillet dans les provinces les plus touchées par la mobilisation. Elle sera accompagnée de tous les services de défenses et de renseignement pour agir en support de la police et « rétablir l'ordre ». Un conseil militaire se réunira deux fois par jour en présence du président, et ce, jusqu'au retour au calme.

Sur les causes de la révolte, il a exclu tout motif politique, désignant les auteurs des violences comme des opportunistes instigateurs

de chaos. Le président sud-africain s'est voulu très ferme, insistant sur la tolérance zéro appliquée aux personnes qui troubleraient l'ordre public.

## « Des actes opportunistes de criminalité »

« Au début des émeutes, il y avait peut-être des personnes qui cherchaient à créer des troubles liés au conflit ethnique. Nous savons que la plupart de nos concitoyens refusent d'être instrumentalisés par ces tensions ethniques, a-t-il assuré. Ce que nous voyons aujourd'hui sont des actes opportunistes de criminalité avec des groupes de personnes qui

cherchent à instaurer le chaos pour couvrir leurs actions de pillage et de vol. Aucune cause politique, aucune revendication ne peut justifier la violence et la destruction. Ceux qui paient le prix sont les plus pauvres et les plus démunis. Les commerces et les infrastructures ont été détruits. Conséquence, nos malades n'ont pas pu recevoir leurs médicaments. Le personnel de santé ne peut plus se rendre dans les hôpitaux et les supermarchés ne sont plus approvisionnés en nourriture. D'ici à quelques semaines, nous allons bientôt faire face à un grand risque d'insécurité alimentaire et de manque de médicaments. »

Source : RFI



## Tour du fleuve Sénégal : Le sacre historique du Mali

Le Mali a participé, du 4 au 10 juillet dernier, à la 3<sup>e</sup> édition du Tour du fleuve Sénégal de cyclisme. Organisé par le Vélo club Abdoulaye Thiam, la compétition a regroupé sept pays de la sous-région : le Sénégal, le Mali, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Gambie, la Mauritanie et le Bénin.

La délégation malienne, conduite par le président de la Fédération malienne de cyclisme (FMC), Sidy Bagayoko, était composée de six cyclistes (Yaya Diallo, champion du Mali en titre, Youssouf Mariko, Sidiki Diarra, Issiaka Coulibaly, Seydou Djiré, Moussa Togola), du directeur sportif de l'instance dirigeante du vélo national, Oumar Sangaré, du mécanicien, Bourama Sanogo et de la secrétaire à la presse et aux médias, Hawa Kamissoko. Il faut dire que la moisson a été bonne pour les coureurs maliens.

La prestation de nos mousquetaires, lors de la dernière étape courue, samedi sur un circuit fermé de 55 kilomètres dans la ville de Saint-Louis, illustre parfaitement la mainmise du Mali sur cette troisième édition du Tour du fleuve Sénégal. Les cyclistes maliens ont, en effet, occupé les six premières places du classement, permettant ainsi à Yaya Diallo de se hisser sur la plus haute marche du podium. C'est une grande première pour le vélo malien et le nouveau président de la FMC, Sidy Bagayoko ne pouvait rêver mieux pour débiter son mandat. La veille du départ de Bamako de la délégation malienne, le premier responsable du cyclisme national avait promis de tout mettre en œuvre pour retourner au bercail avec le maillot jaune et marquer le coup à l'occasion de ce Tour du fleuve du Sénégal.

«Je félicite les coureurs et l'ensemble du staff technique pour ce sacre historique du Mali. Ils

ont fait un travail extraordinaire, tout le pays est fier d'eux», a salué Sidy Bagayoko, avant de témoigner sa reconnaissance au ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Mossa Ag Attaher qui s'est impliqué

personnellement pour permettre aux coureurs du pays de participer à cette course internationale. «Le ministère a pris en charge le voyage de la délégation», a indiqué le président de la FMC, précisant que le Comité national olympique et sportif (CNOS), à travers son président Habib Sissoko, a également mis la main à la poche. «Je remercie tout le monde», a conclu le président de la FMC.

Seïbou S. KAMISSOKO  
Source : L'ESSOR



**malikile.com**

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION  
IRREGULIERE :  
49 MALIENS  
PERISSENT EN MER



## Bélier (21 mars - 19 avril)

Le désir de vous épanouir dans l'activité professionnelle est grand et vous en avez assez de donner beaucoup sans récompense. Un sentiment d'ingratitude entraîne vers une nouvelle expérience professionnelle avec une autonomie et un sens de l'initiative.

L'activité actuelle vous déplaît et vous oblige à réaliser des économies. Saturne en Capricorne réveille votre ambition, car vous avez récemment été frustré dans votre poste. Des démarches amorcées pour une nouvelle voie professionnelle sont profitables.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous subissez l'action d'un collègue mal intentionné à votre égard. Trop indulgent par le passé, Mars vous conseille de vous imposer par la force, à défaut, de belles opportunités peuvent vous glisser sous le nez. Méfiez-vous de certaines personnes.

Vos conditions matérielles s'améliorent nettement, vos efforts ne sont pas vains. Avant d'entreprendre de nouveaux achats, commencez par faire un bilan de vos comptes, s'il le faut, pour être plus à l'aise, échelonnez certains paiements.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre poste pourrait vous demander de travailler en équipe et de découvrir un collègue sur qui vous aviez des a priori. Il faut prendre les choses comme elles viennent, car il y a encore des étapes avant de trouver le poste de travail qui sera idéal.

Rien ne sert de dépenser sans compter, remettez à demain des achats qui n'ont pas réellement d'importance. Jupiter en Sagittaire vous expose à des regrets par rapport à la gestion financière. En effet c'est encore le coup de coeur qui déclenche les dépenses.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une bonne surprise pourrait vous accueillir dès ce début de semaine. On pensera à vous pour vous confier une mission plus valorisante que celle que vous avez l'habitude d'effectuer. Votre compétence et votre savoir en la matière commencent à être reconnus.

Trois planètes dans le secteur, et non des moindres, voilà qui promet ! Une augmentation ou une prime pourrait bien venir renflouer votre compte. Côté négociations aussi, si vous devez discuter un prix ou un contrat, vous devriez obtenir satisfaction.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vos activités peuvent demander de prendre des décisions clefs ou de tenir une réunion importante. Votre parole est écoutée et vous avez de bonnes idées. Pour la journée, la charge de travail pourrait être importante et demander un travail en équipe.

Votre bonté s'exprime et vous pouvez acheter des produits pour vos proches ou vos enfants. Il n'y a guère de possibilité de réaliser des économies. Le climat de la journée est aux dépenses et même à un possible découvert qui devrait rapidement se combler.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous opérez une véritable révolution au sein de votre entreprise. Les conditions de travail actuelles ne vous conviennent plus, vous tentez de rallier quelques collègues à votre cause, vous êtes convaincant. Pas sûr que votre hiérarchie apprécie.

Vos activités professionnelles donnent une nouvelle impulsion à vos finances. Si vous avez en tête de faire un achat conséquent, vous n'aurez pas besoin de réfléchir à deux fois. Aujourd'hui votre argent se porte bien. Mettez des sous de côté.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des responsabilités vous donnent du baume au coeur, mais cette situation peut s'avérer de courte durée. Vous pourriez remplacer un collaborateur qui part à la retraite. Cette transition vous aide à faire vos preuves, mais ce poste peut encore changer.

La gestion de l'argent reste difficile, car vous craignez de manquer de trésorerie. Il faut simplement miser sur la prudence dans le budget. Cette attitude vous aide à moins dilapider. La patience est demandée si vous voulez investir dans un gros achat.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Au travail également, vous ne participerez pas autant qu'à votre habitude aux conversations des uns et des autres, préférant vous concentrer sur vos dossiers. Toutefois, veillez à ne vexer personne. Expliquez simplement que vous avez besoin de calme pour traiter un dossier complexe.

Le domaine financier est privilégié par les astres ! Si vous attendez une rentrée d'argent, elle ne devrait pas tarder à arriver sur votre compte. Si vous devez négocier, vous êtes assuré de remporter l'affaire. Si vous vendez ou achetez, vous obtiendrez le meilleur prix !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre vie professionnelle compte, car vous avez besoin de vous investir dans un poste. C'est naturellement que vos collègues se rapprochent de vous et apprécient de travailler à vos côtés. La journée est favorable à une réunion de travail intéressante.

Vous pourriez craquer sur des accessoires pour vos moyens de locomotion ou à vous offrir des billets pour une petite escapade. Les économies ne sont pas importantes, car vous préférez profiter de chaque jour intensément et utiliser à bon escient votre salaire.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Selon Neptune la chance est avec vous, une opportunité professionnelle se profile. Vous menez vos projets d'une main de maître, vous avez davantage de responsabilités. Le challenge stimule les objectifs, vous êtes prêt à tout pour y parvenir.

Financièrement vous êtes en progrès, c'est très satisfaisant. Attention parce que vous risquez de faire quelques envieux, mieux vaut rester discret sur vos finances. Ne vous laissez pas influencer avec des projets qui ne vous inspirent pas confiance.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vos compétences et assurance font des jaloux. Il vaut mieux ouvrir les yeux sur l'influence toxique d'un collègue. Des rivalités peuvent porter sur les salaires. Il est conseillé d'être vigilant, car vous pourriez être surpris par l'attitude d'un collègue.

Les frais sont toujours considérables et vous ne savez pas comment freiner ces dépenses. Il est possible que plusieurs postes de dépenses soient réunis et vous empêchent de faire des économies. Vos frais peuvent être liés à la réparation du véhicule.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Mercury booste vos idées, encourage les contacts et facilite votre communication. Le seul point faible du jour est la possible difficulté pour trouver un accord avec votre direction. N'insistez pas, vous y reviendrez plus tard avec succès. L'argent vous file entre les doigts et ce n'est sûrement pas la meilleure chose à faire alors que Jupiter et Neptune se fâchent. Attention à ne pas provoquer de découvert ni à créer une dette trop importante pour être honorée rapidement.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

853 **Malikilé**  
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La réponse d'un professeur allemand  
**Transition malienne**  
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

854 **Malikilé**  
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs ?  
**Sommet sur le financement des économies africaines**  
Un air de déjà-vu

855 **Malikilé**  
FONDATION FOSTER DE BAWAKO  
"Développement durable et capital humain : Mises en pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"  
**Points de presse du M5-RFP**  
Grand Rassemblement le 4 juin en l'honneur de l'indépendance

856 **Malikilé**  
FONDATION FOSTER DE BAWAKO  
21<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Abdelkader Gassibo  
**ÉDITION SPÉCIALE**  
**Mali**  
Vandalisme, caresses à la main, trahisons et corruption au sommet de l'État

857 **Malikilé**  
Mali : Situation conflictuelle, mais pas de dégradation de la situation sécuritaire  
**Crise au Mali**  
Antagonisme d'un gouvernement sur le point de se briser d'une crise

858 **Malikilé**  
La création d'un Centre de Fusion de Renseignements au nord des débats  
**Mali**  
Difficultés négociationnelles avec le FICM5-RFP et manifestation à la M5-RFP

859 **Malikilé**  
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier - Mali, qui dirige la Transition au Mali ?  
**Mali**  
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

860 **Malikilé**  
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP  
**Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali**  
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23